

Liban : pourquoi l'ONU et la France haussent-elles le ton contre Israël ?

Depuis l'invasion terrestre du Liban par Israël, suite à la décapitation de l'état-major du Hezbollah par l'attaque terroriste aux bippers et aux frappes aériennes dévastatrices, la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) est au centre de l'attention. Positionnée aux abords de la frontière entre le Liban et Israël, composée de plus de 10.000 casques bleus dont 700 français.e.s, *cette force de surveillance a subi le feu Israélien à plusieurs reprises.*



Netanyahu a demandé, à plusieurs reprises, à la FINUL de quitter les lieux, prétextant que celle-ci pouvait servir de bouclier humain ou de ligne de défense au Hezbollah. En réalité, la politique de Netanyahu vise plus large : il est opposé de longue date à l'ONU, institution considérée comme plus ou moins hostile à Israël, tout comme à la CIJ (Cour internationale de justice). En particulier depuis le 7 octobre, avec notamment les prises de positions du Secrétaire Général Antonio Guterres, qui n'hésite pas à revendiquer une opposition à la guerre à Gaza, qui à plusieurs reprises a réclamé - sans succès à cause des États-Unis - un cessez-le-feu et qui considère qu'« *il existe des motifs raisonnables de croire que le seuil indiquant que des actes de génocide a été franchi* ». Si l'ONU est de fait bloquée par son caractère complètement anti-démocratique (notamment à cause du droit de veto des membres permanent du Conseil de sécurité, dont les États-Unis abuse constamment pour couvrir Israël), le clivage entre les soutiens indéfectibles à Israël et ceux qui s'y refusent se manifeste à chaque nouvelle journée d'atrocité.

Mais, depuis l'invasion du Liban, le camp des soutiens à Israël semble se déliter en partie. En effet, Netanyahu se trouve partiellement coincé dans ses plans (lui qui annonçait des « *destructions et (des) souffrances comme celles que nous voyons à Gaza* »), dans la mesure où les intérêts de ses alliés sont en jeu au Liban et que l'ONU a, pour la première fois, un rapport de force concret face à l'armée Israélienne. Bien sûr, la FINUL n'est pas une force offensive, mais sa seule présence contient de fait l'armée israélienne qui ne peut pas prendre le risque de causer de trop grands dégâts humains contre des soldats internationaux. En ce sens, Israël met la pression pour pousser la FINUL au départ comme le commente l'historien militaire Michel Goya qui considère qu'« *on peut parler de harcèlement. Israël cherche à faire évacuer la Finul du Liban parce qu'elle considère qu'elle gêne ses opérations* ».

De plus, Emmanuel Macron est monté au créneau, en plusieurs étapes : d'abord en

déclarant qu'il fallait cesser de livrer des armes à Israël (taisant pourtant, comme le montrent nos camarades de Stop Arming Israël, que **la France en livre bel et bien**), puis en demandant aux Américains de faire de même. Surtout, **il s'est prononcé de nouveau pour un cessez-le-feu à Gaza et au Liban, puis a déclaré que « M. Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU » et que « par conséquent, ce n'est pas le moment de s'affranchir des décisions de l'ONU »**. Vivement critiquée par Netanyahu lui-même, mais aussi par les sionistes français du CRIF notamment, cette prise de position du président français vient de fait mettre la pression sur Israël en prenant partie pour l'ONU. Les intérêts français en jeu au Liban, en plus du nombre de ressortissant.e.s (24 000) et de soldats de la FINUL (700) obligent le gouvernement français à monter au créneau, et donc à s'opposer à Israël, aidé en cela par l'ONU. De fait, depuis le début de la guerre à Gaza, jamais l'opposition à la politique génocidaire et coloniale d'Israël n'a été si forte au sein du camp occidental.

Pour autant, nous ne pouvons pas compter sur Macron et les dirigeants impérialistes pour arrêter les massacres de l'État terroriste d'Israël, même au Liban. Ils n'iront pas plus loin dans la critique et, surtout, ils ne cesseront pas de livrer des armes à Israël, y compris la France. Au contraire, ils sont en train de mettre au point de nouveaux dispositifs de défense de l'État sioniste pour lui permettre de faire face à une possible nouvelle riposte de l'Iran après les prochaines attaques d'Israël contre son ennemi principal. Attaques qui, malheureusement, sont imminentes.

Tristan Daul, le 19 octobre 2024